

Après la suppression du RSTA et de sa participation à la prime COSPAR

LE GOUVERNEMENT MET 1.500 EMPLOIS EN DANGER

Le décret du gouvernement se fixe pour but de baisser de quelques centimes le prix à la pompe. Il met en danger 1.500 emplois tout en préservant monopoles qui sont responsables de la crise du pouvoir d'achat des Réunionnais.

Depuis l'annonce d'une grève des stations services à compter du 31 janvier, toutes les stations services sont prises d'assaut à La Réunion. Mardi soir, le syndicat des gérants a annoncé la grève pour jeudi, aussitôt d'importantes files se sont formées devant les stations encore ouvertes. A 22 heures à Saint-Denis, il fallait déjà attendre une bonne heure avant d'atteindre une pompe dans une station ouverte la nuit.

Hier, le mouvement s'est amplifié. Dès leur ouverture, les stations services tournaient à plein régime. Faute d'un réapprovisionnement suffisamment rapide, elles ont commencé à être en rupture les unes après les autres.

Hier, peu avant 16 heures, l'AFP affirmait qu'«environ 60 à 70% des stations service de La Réunion étaient déjà à sec mercredi prises d'assaut par les automobilistes après l'annonce d'une grève illimitée des gérants à compter de jeudi», selon Goulamraza Akbaraly, secrétaire du Syndicat réunionnais des exploitants des stations service (SRESS).

Quel avenir pour les pompistes ?

Ce mouvement est le résultat de la volonté du gouvernement d'imposer un décret de son ministre des Outremer, Victorin Lurel. Ce document prévoit de diminuer les marges de quelques centimes, espérant que cela sera répercuté sur le prix à la pompe. Mais s'il est appliqué en l'état, les compagnies pétrolières se tourneront vers les gérants pour qu'ils soient contraints de baisser leur marge. C'est précisément la marge des gérants qui permet de payer les pompistes, ils sont 1.500 à La Réunion. Leurs emplois sont menacés en cas de pas-



Hier matin, des dizaines de milliers d'automobilistes coincés dans leur voiture pour espérer acheter quelques litres d'essence. Ce matin doit débiter la grève illimitée des stations services.

sage au self-service, plus rentable financièrement. C'est cette option qui a été envisagée si malgré tout le gouvernement persiste. Ainsi les compagnies pétrolières ne perdraient rien, et la facture serait reportée sur le dos des 1.500 Réunionnais menacés dans leur emploi.

30% de plus pour le chariot-type

La grève annoncée des stations services est un nouvel échec pour le gouvernement. Ce dernier avait dit qu'une de ses priorités était la lutte pour le pouvoir d'achat. En matière de baisse des prix, le ministre Lurel a négocié avec la grande distribution un bouclier qualité prix sans remettre en cause la domination des ces groupes extérieurs sur le commerce à La Réunion. Rappelons que si les prix des produits du panier Lurel sont suivis de près, ceux du chariot-type ont vu leur prix moyen s'envoler de près de 30% en un an. C'est ce qui attend le "panier Lurel" quand son promoteur ne sera plus ministre. Car avec le système actuel,

tôt ou tard la grande distribution reprend ses profits.

Une réalité : 150 euros enlevés aux travailleurs

Sur la question des carburants, le décret Lurel fait l'unanimité contre lui. Au lieu de remettre en cause la structure qui fait arriver le carburant aussi cher à La Réunion, le gouvernement tente de régler le problème à la marge. Et il ne remet pas en cause les monopoles qui règnent sur le marché de l'énergie: EDF, Séchilienne SIDEC, Total et les trois autres compagnies pétrolières Shell, Tamoil et Engen.

Ensemble, ces sociétés extérieures à La Réunion contrôlent un secteur stratégique et imposent leurs décisions au détriment des intérêts du pays.

A ces échecs dans la grande distribution et le carburant, le gouvernement peut aussi ajouter sa décision de supprimer le RSTA et sa participation à la prime COSPAR. Pour des milliers de travailleurs, cela entraîne une baisse du salaire de 150 euros. C'est énorme, et cela ruine d'avance les quelques centimes que pourraient permettre de glaner le panier Lurel et le décret Lurel sur les carburants.

Manuel Marchal

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Statu quo ou changement ?

Les députés ont comme responsabilité d'écrire la loi. Il est donc intéressant de connaître leur point de vue sur un dossier aussi sensible que le calendrier scolaire. Au début de la semaine, les jeunes se sont mobilisés pour dénoncer un rythme inadapté à notre réalité. En effet, la rentrée a eu lieu en plein été, le 20 janvier.

Hier, "le Quotidien" donnait la parole à une députée, qui par le passé était enseignante. Huguette Bello rappelle qu'elle a vécu en tant qu'enseignante le calendrier climatique, quand les vacances d'été commençaient au mois de décembre pour se finir début mars. Dans le passé elle l'a défendu. Mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas manifestement, car elle estime qu'il faut en discuter en prenant en compte tous les paramètres.

La députée estime que « nous sommes face à un problème géopolitique. Notre problème est celui d'une région de l'océan Indien, rattachée au territoire national et soumise aux mêmes contraintes académiques alors que les conditions climatiques ne s'y prêtent pas ».

Cette idée du cordon ombilical reliant La Réunion à la France a décidément la vie dure. Elle est un des arguments des partisans du statu quo dans notre île.

Selon la loi justement, les députés peuvent justement lever les « contraintes académiques » conséquences du rattachement au « territoire national » selon l'élue de Saint-Paul.

Il existe pourtant une alternative, c'est l'année scolaire climatique. Lancée par l'École réunionnaise, cette idée vise à faire correspondre l'année scolaire à la réalité climatique: rentrée à la fin de l'été et grandes vacances au début de l'été. Cette année est appliquée dans plusieurs collectivités de la République.

Le calendrier scolaire est un nouveau révélateur de la divergence de fond qui existe entre les partisans du statu quo et ceux du changement. Les premiers restent attachés à une situation dont ils profitent, même si c'est au prix de l'exclusion de la majorité.

J.B.

Bejisa : le Conseil général vote une aide exceptionnelle

1 million d'euros pour les agriculteurs victimes du cyclone

La Commission permanente du Conseil général a voté à l'unanimité une aide exceptionnelle d'un million d'euros pour soutenir les agriculteurs victimes de Bejisa. Dans une motion, ils demandent aussi l'extension à toutes les communes de l'arrêté de catastrophe naturelle.

Les Elus de la Commission Permanente réunis en urgence ce 29 janvier sur l'initiative et sous la présidence de Nassimah Dindar ont voté à l'unanimité un Plan d'accompagnement d'1 million d'euros pour soutenir et répondre aux besoins des maraîchers, horticulteurs, arboriculteurs et éleveurs, durement touchés par le cyclone Bejisa.

Comme l'a précisé Nassimah Dindar: « le Préfet a annoncé que l'état de calamité agricole serait décrété permettant la prise en charge par des procédures réglementaires des dommages subis non assurables. Cependant vu les délais d'exécution, ces dispositifs ne permettent pas la relance en urgence des productions. La situation nécessitait ainsi une mobilisation que nous devions mettre en œuvre dès aujourd'hui ».

Plusieurs mesures ont été votées et portent principalement sur un soutien aux maraîchers pour rééquiper leurs serres ou leurs champs et lancer un nouveau cycle cultural. Pour les éleveurs

l'aide porte sur un accompagnement dans un dispositif de lutte anti-vectérielle en préservation des cheptels. Pour les arboriculteurs, la main d'œuvre faisant défaut pour procéder aux opérations de sécurisation phytosanitaire et d'entretien des terrains, il a été décidé la mise en œuvre d'un dispositif de groupement d'employeurs.

Par ailleurs, ont également été actées, la participation au financement d'unités mobiles adaptées afin de permettre aux agriculteurs ne disposant pas de groupes électrogènes de faire face aux coupures en cas de cyclone ou d'intempéries majeures et pour les plus sinistrés, la possibilité de solliciter le dispositif RSA, compte tenu d'un manque de revenu sur les trois mois à venir.

« C'est une profession souvent mise à mal car dépendante de dérèglements climatiques. L'épisode Béjisa mais également les périodes de sécheresse récurrentes, ont amené la Collectivité à prendre trois décisions complémentaires » a ajouté la Présidente du Conseil Général.



Nombreux sont les agriculteurs à avoir tout perdu à cause du passage du cyclone Bejisa à La Réunion.

Celles-ci portent sur une augmentation du financement pour réhabiliter les retenues collinaires individuelles (plus de 150 000) et, en étroite collaboration avec les professionnels, la mise en place d'un Plan de maîtrise des risques climatiques, plan de sécurisation mobilisé dans le cadre du FEADER, et d'une procédure de relance des productions en post catastrophe reconnue afin de rendre l'intervention de la Collectivité plus efficace.

Par ailleurs, l'ensemble des élus ont voté deux motions, l'une sur l'état de calamité agricole et l'autre sur l'extension de l'arrêté de catastrophe naturelle aux 24 communes de l'île et à tous les dégâts suite au passage du cyclone.

24 vaches d'un éleveur foudroyées

CGPER : solidarité avec Jean-Paul Bègue

Dans un communiqué, la CGPER demande à l'Etat, au Conseil général et à la SICALAIT d'agir pour soutenir Jean-Paul Bègue. L'éleveur de La Plaine des Cafres a vu 24 vaches de son troupeau foudroyées samedi.

Nous vous informons que nous apportons tout notre soutien à Jean Paul Bègue, éleveur laitier qui a perdu samedi dernier, à cause de la foudre, 24 bovins de son élevage situé à Bras Creux à la Plaine des Cafres.

Nous déplorons qu'une réunion ait eu lieu, lundi soir, à la DAF de Saint Pierre au cours de laquelle rien de concret n'est sorti en faveur de l'éleveur en difficulté.

Nous demandons à l'Etat et la SICALAIT de prendre en charge directement et rapidement les frais liés à l'achat de 24 génisses pour le renouvellement du Troupeau laitier de Jean Paul Bègue. Il semble que chaque année une enve-

loppe financière conséquente est versée par l'Europe, via l'État et l'ODEADOM à la filière pour aider chaque éleveur laitier réunionnais. Dans ce contexte, c'est à la SICALAIT et à l'Etat d'utiliser cette enveloppe pour financer l'achat des génisses pour l'éleveur, mais qui entrèrent en production seulement six mois plus tard. Dans l'attente, l'éleveur reste privé de ressources pour vivre et de trésorerie pour faire face à ses dépenses courantes (aliments, produits véto, engrais..).

Aussi, nous demandons que les 26.000 euros débloqués par la Commission Permanente du Conseil Général, ce mercredi 29 janvier, soient versés directe-

ment sur le compte de l'éleveur pour compenser les pertes financières de son exploitation et l'aider à faire face à ses dépenses courantes.

Ce matin, après nous êtes rendus sur l'exploitation de Jean-Paul BEGUE, nous avons rencontré un éleveur très affecté psychologiquement ainsi que ses enfants et son épouse à cause de la foudre qui s'est abattue sur leur exploitation. Nous avons demandé à la Région, à la CASud, à la Mairie du Tampon et à l'Urcoopa de lui venir en aide financièrement pour renouveler ses vaches dont nous évaluons le coût à 72.000 euros.

C'est la première fois à La Réunion que nous voyons des vaches foudroyées sur une exploitation agricole. Il faut aider l'éleveur à relever la tête et relancer rapidement sa production laitière. Notre syndicat met en place un fonds de solidarité pour venir en aide à l'éleveur et sa famille.

La lutte contre les effets du réchauffement climatique

Des soutiens de fait de Nicolas Hulot à l'appel de Paul Vergès pour le Sommet mondial de 2015 à Paris

L'envoyé spécial pour la Planète auprès du chef de l'Etat appelle à un changement de modèle économique à l'échelle mondiale, car la civilisation actuelle arrive à ses limites.

Les lecteurs de "Témoignages" se souviennent de l'appel très important lancé par Paul Vergès le 17 décembre dernier à la Médiathèque Aimé Césaire de Sainte-Suzanne lors de la conférence-débat organisée par la CINOR sous la présidence de Maurice Gironcel sur le thème : "Le changement climatique et les perspectives d'une approche territoriale". À cette occasion, le sénateur communiste a demandé que des mesures soient prises afin que, lors du prochain Sommet mondial de 2015 à Paris sur le climat, la France puisse citer au monde entier l'exemple de La Réunion à suivre en termes d'autonomie énergétique par les énergies renouvelables en partenariat avec les peuples de l'Indianocéanie.

Ces derniers jours, Nicolas Hulot, le tout nouveau envoyé spécial pour la planète auprès du président de la République française, a pris d'importantes positions publiques qui vont dans le même sens et qui — d'une certaine façon — constituent des soutiens de fait à l'appel de Paul Vergès pour ce Sommet mondial.

«Changer de modèle économique»

Dans un premier temps, nous voudrions citer l'entretien que Nicolas Hulot a eu la semaine dernière lors d'une participation à la conférence de rédaction de "l'Humanité Dimanche" et qui a été publié ce 23 janvier. Dans cet entretien, il «s'est exprimé sur tous les sujets abordés, analysant et décryptant, sans perdre de vue un enjeu : l'humanité risque de ne pas survivre à une augmentation de 2 degrés de la température. Et la crise que traverse le monde — sociale, économique, environnementale et démocratique — risque de s'approfondir, dit-il en substance, si les humains, responsables politiques en tête, ne sont pas capables d'imaginer un changement de modèle».

«Un exemple ? La précarité énergétique, liée aux impacts des extrêmes climatiques, qui a des conséquences directes sur les plus pauvres et classes populaires. Pour lui, l'enjeu est de changer de modèle économique à l'échelle mondiale, faute de quoi la rareté, notamment énergétique, deviendra pénurie. Ce qui, combiné à

la crise climatique, fera sauter "le vernis de la civilisation"». Voilà qui confirme l'analyse rappelée récemment par Paul Vergès, président de l'ONERC (Observatoire National des Effets du Réchauffement Climatique).

«À nous de jouer»

Une autre prise de position de Nicolas Hulot qui va dans le même sens est l'appel qu'il a lancé le 20 janvier dernier par le biais du réseau d'Avaz. Voici de larges extraits de ce texte : «L'Union Européenne finalise les propositions qui décideront du succès ou non du Sommet de la dernière chance en 2015 pour sauver notre climat. L'industrie exerce un lobby forcené et la Commission pourrait finalement reculer. J'ai besoin de vous pour sauver notre climat et la planète.

Si la Commission Européenne ne prend pas la bonne décision dans les jours qui viennent, l'accord mondial pour le climat dont le monde a besoin pourrait devenir un rêve inaccessible et nos enfants pourraient être confrontés à des tempêtes toujours plus impitoyables, des inondations toujours plus nombreuses et des récoltes désastreuses. Un scénario auquel nous n'avons pas le droit de nous résigner. L'Europe avait posé sur la table lors des précédentes échéances des propositions ambitieuses en matière de réduction d'émission des gaz à effet de serre, de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. À l'heure où la France, État membre de l'Union, se prépare à

accueillir la prochaine conférence mondiale sur le climat, afficher une baisse des ambitions enverrait un signal désastreux au reste du monde. Cela compromettrait fortement le succès espéré en 2015 et laisserait échapper une nouvelle occasion de sauver notre planète.

Il n'y a pas de planète B. J'appelle donc à un sursaut d'ambition et j'ai besoin de vous. Envoyez un message au Président de la Commission européenne pour qu'il prenne ses responsabilités, il en va de notre avenir et de celui de nos enfants!

http://www.avaaz.org/fr/hulot_sursaut_climat_sam_pa/?bmGIEab&v=34504

D'après les scientifiques, il nous faut un objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de 50% pour débloquer les investissements nécessaires au passage à une économie décarbonisée, riches en emplois grâce à l'innovation et la transition. C'est aussi le minimum nécessaire pour amener les autres pays à la table des négociations en vue d'un accord ambitieux pour la planète au sommet de 2015.

Six pays viennent d'écrire à la Commission pour demander des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais ce n'est pas suffisant dans une Europe à 28. Du coup le Président de la Commission ne ressent pas la pression nécessaire pour mettre sur pied une stratégie ambitieuse; il est tenté par un consensus mou, anticipant déjà son détricotage par les pays membres. C'est sans compter



Nicolas Hulot (à gauche) lors de la conférence de rédaction de "l'Humanité dimanche".

la mobilisation des citoyens aux niveaux français et européen ! La suite de l'histoire dépend des objectifs que va proposer la Commission. Tout va se jouer dans les jours qui viennent : amenons le Président Barroso à maintenir et améliorer les positions adoptées précédemment ! Depuis plus de 25 ans, je n'ai eu de cesse d'alerter sur l'état de notre planète et de mobiliser pour que soient

prises les bonnes décisions. Aujourd'hui Envoyé spécial du Président de la République pour la Protection de la planète, j'ai besoin de vous pour appeler au sursaut d'ambition dont notre planète a besoin. Je sais que les membres d'Avaz sont mobilisés pour offrir à nos enfants un monde dont la beauté correspond à nos rêves. À nous de jouer. Avec espoir et détermination».

Une encyclique du pape sur l'écologie

Cette dépêche de l'agence Reuters diffusée explique que l'environnement est une préoccupation du Vatican. L'Église catholique va donc participer aux débats qui doivent aboutir à un résultat à la conférence de Paris en 2015 sur le Climat.

Le pape François travaille à la rédaction d'une encyclique consacrée à la relation entre l'homme et la nature, indique le Vatican vendredi. Le père Federico Lombardi, porte-parole du Saint-Siège, a confirmé l'information après que le président français François Hollande a indiqué à la presse que le souverain pontife lui avait fait part de cette initiative lors de leur entrevue dans la journée. Le porte-parole a précisé que le thème de l'encyclique, lettre adressée par le pape à tous les évêques exposant la position officielle de l'Église catholique sur un sujet donné, était "l'écologie de l'humanité". Depuis son élection au trône de Saint-Pierre en mars, le pape François a à plusieurs reprises abordé la question de la protection de l'environnement.

Dans un discours prononcé environ deux semaines après son élection, le cardinal Bergoglio avait expliqué pourquoi il avait choisi son nom en hommage à Saint-François d'Assise. "Il (Saint-François) nous enseigne le respect profond de toute la création et de la protection de notre environnement que trop souvent, même si cela est parfois pour le bien, nous exploitons avec avidité, au détriment d'autrui".



Aux Philippines, les victimes du cyclone paient le prix d'une pollution émise depuis des années en Europe et en Amérique du Nord.

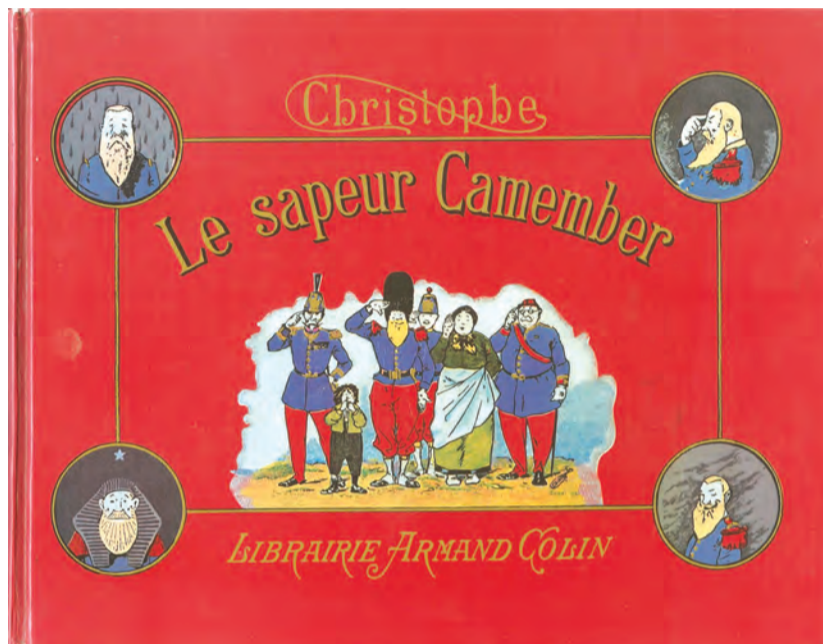
C'EN EST TROPE !

Le Sapeur Camember ou la tonte des œufs

Des tranches cramoisies des livres de la Comtesse de Ségur dont, enfant, je sentais le creux des lignes du bout des doigts sur la peau de la page, à toute la famille de Christophe pressée en un désordre qui n'appartient qu'à lui (Le Sapeur Camember, Les Malices de Plick et Plock, La Famille Fenouillard, Le Savant Cosinus), les prix d'excellence oubliés de l'estrade se projettent au fond de ma mémoire en guirlande sur l'écran coloré d'une silhouette imposante que dessine la façade d'une «maison de campagne» aux murs couverts de lierre, bâtisse qui changeait de couleur selon les saisons, sorte que, jamais tout à fait la même, elle semblait vivre dans un double temps inscrit à la fois dans le cercle et dans la ligne.

Les bosquets de tulipes, les parterres de roses, l'allée de buis taillés au bout de laquelle stationnait la R16, les parfums, tout cela lui faisait face. Secrètement, à la rude concavité des pierres répondait l'enfoncement que laissaient les caractères de plomb sur le duvet de la page. Les vieux albums, chargés de sensations d'une proximité familière qui venait qu'ils étaient souvent lus, les soirs silencieux sans télé, devant un feu de bois crépitant dans un large foyer, ils lui avaient emprunté quelque chose: peut-être avaient-ils pris place dans l'espace concentrique qu'inscrivait la présence du feu, chasseur de ténèbres, et il rassurait par sa palpitation originelle du crissement des pas sur le gravier, des grincement de l'escalier en colimaçon, du travail du parquet, de la solennité de la grande table, de la nuit sauvage qui au dehors, nous encerclait.

Non loin de la maison, s'élevait le panneau indicateur qui donnait un nom à ce lieu, une enseigne vulgaire, brutalement contemporaine, alors que rien ne l'était dans ce paysage, certainement pas ce mur moussu et tendre devant lequel il se dressait: «PONCEAUX». C'était non loin de Maintenon, où nous poussions côte à côte en vélo jusqu'à la silhouette du château et de l'aqueduc brisé. Que reste-t-il de ces années, si ce n'est l'étonnement de sentir combien s'ancre en nous les lieux, combien est prégnant le sentiment géographique des espaces perdus. Une clochette est accrochée à «notre» mur, l'ancien puits à manivelle y chante encore un refrain mélancolique et monotone; notre mémoire est comme ces pages de ces anciens livres, l'impression s'y fait en creux.



Les facéties du Sapeur Camember, de Christophe, aux éditions Armand Colin.

J'aurais tant aimé que la vie ressemblât toujours à ces longues promenades que nous faisons dans les champs de maïs, parsemés de trouvaillies: des fraises des bois sous les herbes hautes, l'affolement des perdrix, de la poule faisane, la plume de geai ramassée sur la boue séchée d'un chemin et gardée comme un trésor inestimable, la lecture naïve aussi d'un album de Christophe. C'était le chemin de Suzon, que jamais ne rencontre celui de Suzette.

En 1889, Christophe, autre face du très sérieux professeur Colomb, commence à publier en feuilleton Les Aventures de la famille Fenouillard, une facétie anti-coloniale.

En 1899, paraît l'Idée fixe du Savant Cosinus, qui est la critique de l'enfermement du spécialiste dans ses propres travaux; il vient s'inscrire sur l'autre versant de la Famille Fenouillard, qui était la critique de la fuite en avant et de la conquête extérieure.

1896 voit le jour Le Sapeur Camember, une facétie antimilitariste qui complète La Famille Fenouillard.

Le travail sur la langue et la logique du langage (lapalissades, exégèse des lieux communs, jeu sens propre/figuré, jeu des références bibliques ou mythologiques, les métaphores y font des victimes, et la grammaire s'enfuit en courant), y sont si importants qu'il est difficilement accessible à un enfant qui lui préfère les autres albums. Christophe y fustige l'armée, qui a montré une piètre image d'elle-même à l'occasion de la défaite de Sedan, et tout

au long de la guerre de 1870, refuge de crétins, de oisifs dont la plus grande bataille livrée et la plus belle victoire sera celle contre les puces. L'adjudant-major interpelle le sergent Bitur et lui intime d'enlever le tas de feuilles mortes de la cour, le sergent fait venir le sapeur Camember pour lui intimer l'ordre d'enlever le tas. Comment? Il se gratte la tête et creuse un trou pour y mettre les feuilles. Et la terre du trou? Il creuse un 2^{ème} trou pour y mettre la terre du 1^{er}. Et la terre du 2^{ème} trou? Le sapeur s'en ouvre au sergent: «Triple andouille, m'ferez quatre jours pour n'avoir pas creusé le deuxième trou pas assez grand pour pouvoir y mettre sa terre avec celle du premier trou!»

La malice de Plick et Plock se retourna contre leurs auteurs qui finirent professeurs de moral, le sapeur Camember allait-il devenir professeur de sagesse? Au terme de ses facéties, il se marie, non seulement il prolonge mais multiplie la bêtise qui lui est attachée – une bêtise souvent héroïque certes, mais toujours bête à manger du foin. La facétie ici ne se résout que dans le rire – c'est un des secrets de son existence.

Dans la maison de campagne de ma grand-mère professeur de philo, il y avait toute une littérature enfantine, morale mais aérienne. Précieuse, non pour éviter de tomber dans les pièges - finalement, on tombe toujours, mais pour mieux s'en relever, s'en relever plus facilement.

Jean-Charles Angrand

Otè!

In moun lé pa adapté sosialman...

O fèt, sé li lé pa adapté ou sinon sé la sosiété ki fo rovoir?

Nin pé i di sé lo serpan ki armorde sa ké... Na in bout tan mi réflési ékri in nafèr lads; mi trouv pa lo manièr; anfin dawar lo frui té pa mir.

Moin lé antrinn lir in liv d'Alain Peyrefitte, kan li lété minis la Justis, lu ékri su la violans. Violans individiel, violans kolektiv.

In monmon i favoriz pa in zanfàn plis kin not, i défavoriz pa non pli.

Dan son vant, kondisyon na otour i pé zoué po sort in marmay plito konm si ou konm sa. Kréol i di a ou; ti fé lo zanfàn, ti fé pa son kèr.

Koman dan in minm fami, 10 zanfàn, nin pé i apran lékol, nin pé i apran moin.

I paré minm, solon in garson lé né ant dé fi, sinon li lé lo dernié; sinon léné; solon koman li lé antouré dan la fratri i pé zoué si son dévlopman, son adaptasyon dan la sosiété.

E la kroi pa, la sitiasyon ékonomik i zoué in gran rol, non pa si télman.

Ti pé avoir délinkan dann fami ris.

Ti pé avoir intélizan biin intégré dann fami pov!

Arfé pa lo kou Marxistès: nana kapitalis ék prolètèr; tout i raminn pa dé zafèr, blan-noir, vré-fo; lo bon é lo pa bon.

Ou la giny lo bon kromozome ou pa? Ifo ankor on bon fimié sosial, familial.

Dépi k lo monn lé monn, na lo andikap isi ou la. Rome té an lèr, 600 zan; tro sivilizé, ginye pi kontrolé; li la komans son listwar par la violans (Romulus é Rémus) lilar fini el la violans! Bann barbar larbat a li.

I paré ankor, lo moun ifé in krime (ou in vol ...) i artrouv a li an prizon, sé an prizon ke li réaliz a li; sé la ke li artrouv a li dan son éléman! La nou lé an plin dan la psikoloji! Mé nora touzour moun pa adapté sosialman!?

Justin